

6 Suisse

Les gens du voyage à l'arrêt

NOMADISME Le confinement rend difficiles, voire impossibles, le travail des communautés nomades suisses, ainsi que leurs déplacements

MARION POLICE
@marion_902

D'ordinaire, la camionnette blanche de May Bittel roulait chaque semaine vers le marché de Plainpalais. Dès les premiers rayons matinaux, le pasteur brocanteur manouche et son épouse installaient leur stand. Le véhicule est désormais immobilisé; plus de porte-à-porte, plus de lieu où vendre la marchandise. Plus de travail. May Bittel et une partie de sa famille sont confinés dans leurs caravanes sur son terrain à Céligny.

Même si le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a autorisé le commerce porte-à-porte à condition de respecter les règles d'hygiène, de nombreux gens du voyage suisses – Yéniches, manouches et Sinti – sont confrontés à la peur de leurs potentiels clients, et aux leurs aussi. «Le marché, c'était ma seule façon de gagner trois sous. Si ça continue, ça va très mal se passer. Mais on ne peut pas bouger: j'ai un fils qui a contracté le virus, il est resté trente-trois jours à l'hôpital. Il s'en est sorti, grâce à Dieu. Maintenant, on a même peur d'aller faire les courses. C'est trop dangereux», souffle cet ancien membre de la Commission fédérale contre le racisme.

Etranglement financier

Le son de cloche est le même du côté de Versoix, où Tia* et sa famille restent dans leur petit chalet, sur un emplacement officiel loué à l'année qu'ils quittent pour quelques mois dès le printemps. «On n'a pas le choix. On attend, on prie. On se met dehors sur le parking et on discute à distance avec les voisins», soupire-t-elle. La situation est préoccupante pour les acteurs œuvrant auprès des populations nomades suisses – ils seraient entre 2000 et 3000 individus selon l'Office fédéral de la culture – encore plus concernant les gens du voyage qui n'ont pas d'emplacement fixe où se replier et travaillent au gré des déplacements.

«La demande pour leurs services, par exemple le jardinage, a fortement diminué. Nombre d'entre eux ont donc des goulots d'étranglement financiers», déplore Simon Röthlisberger, secrétaire général de la fondation Assurer l'avenir des gens du voyage suisses.

L'organisation alertait les cantons et les communes à travers une lettre le 18 mars dernier, dans laquelle elle émettait des recommandations en accord avec l'OFC. Parmi elles, la nécessité urgente d'ouvrir les aires d'accueil estivales comme prévu et d'en proposer d'autres, provisoires,

«Des communes qui nous acceptaient d'habitude nous refusent à présent»

ALBERT BARRAS, PORTE-PAROLE ROMAND DE LA COMMUNAUTÉ YÉNICHE

afin d'éviter les engorgements – et donc, de minimiser les risques de propagation du virus –, mais aussi l'amélioration des conditions sanitaires sur les aires et la baisse des prix de stationnement pour contrer la précarité. «Pour nous, c'est une immense catastrophe. Même des communes qui nous acceptaient d'habitude nous refusent à présent», se désole Albert Barras, porte-parole romand de la communauté yéniche. Stationné à Thoune, il fait partie de ceux qui se déplacent toute l'année.

«Nous ne disposons pas d'une vue d'ensemble complète de la manière dont les cantons et les communes mettent en œuvre les recommandations, qui sont non contraignantes, déclare Simon Röthlisberger. La mise en œuvre est inégale.» En Suisse romande, la plupart des emplacements officiels sont des aires de transit à l'adresse des gens



May Bittel, en 2012 à Versoix. «Le marché, c'était ma seule façon de gagner trois sous. Si ça continue, ça va très mal se passer», explique ce pasteur brocanteur manouche. (YVES LERESCHE)

du voyage étrangers. Dans le canton de Vaud, Etienne Roy, le préfet du district Jura-Nord vaudois chargé de la médiation avec les gens du voyage dit «conseiller les communes au coup par coup» et encourager l'accueil des Yéniches «pour

autant que les emplacements proposés permettent le respect des distances sanitaires. Il est conseillé également de ne pas être trop strict avec les encaissements.»

La commune d'Etoy, par exemple, accueille des gens du voyage suisses

deux fois par année. En raison du coronavirus, elle y a renoncé. «Ce n'est pas un terrain qui est aménagé à 100% pour cela... Et c'est difficile en ce moment d'organiser des concentrations d'autant de personnes à la fois, regrette le

syndic, José Manuel Fernandez. Il serait aussi compliqué d'expliquer à une population, à qui il est demandé de rester à la maison, que d'autres peuvent quand même se réunir sur le territoire communal. D'autre part, toutes les manifestations prévues sur notre commune ont été annulées ou reportées.»

Discussions avec le Seco

Pour Simon Röthlisberger, il est clair que le coronavirus renforce une problématique de longue date: celle du manque d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage suisses, surtout en Romandie. L'association EspaceSuisse, de concert avec la fondation, publiait en 2019 un cadre juridique pour les aires d'accueil, qui faisait état d'un besoin de 26 aires de séjour supplémentaires, et 45 de transit. Au Mont-sur-Lausanne, les oppositions quant à la construction de l'aire officielle ont été levées mais Etienne Roy indiquait récemment à l'ATS que le dossier avait pris du retard à cause de plusieurs recours au Tribunal fédéral. Dans le canton de Fribourg, la place permanente de la Pila «devient trop petite», pointait dans *La Liberté* Aude Morisod, coordinatrice de l'Aumônerie catholique suisse des gens du voyage.

En attendant, les gens du voyage vivent sur leurs économies. «Les plus âgés donnent aux jeunes et si quelqu'un trouve quand même un petit travail, il le propose aussi à d'autres», déclare Albert Barras. Simon Röthlisberger souligne lui que «La fondation a également pris contact avec le Secrétariat d'Etat à l'économie, car la situation n'est pas claire. Le programme d'aide du gouvernement fédéral doit également tenir compte des gens du voyage.» En dernier recours, selon la loi fédérale en matière d'assistance (LAS), si un voyageur n'a pas de domicile fixe, il peut demander l'aide sociale dans le canton où il séjourne. ■

*Prénom d'emprunt

Toujours plus de Tessinois dans le besoin

CRISE Plusieurs organisations craignent l'augmentation du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté au Tessin alors que la moitié des travailleurs du canton sont au chômage partiel

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Près de la moitié de la population active au Tessin, soit 100000 travailleurs, est au bénéfice de la réduction de l'horaire de travail (RHT), alors que moins d'un tiers des Suisses en ont fait la demande. Sans compter ceux qui n'y ont pas droit, mais qui ont aussi vu leurs revenus baisser. Les associations de taxi luttent contre la précarité craignent le pire.

A la Croix-Rouge Tessin, la demande de fourniture de biens de première nécessité «a plus que doublé», affirme sa directrice, Josiane Ricci. Les working poor qui gagnaient à peine de quoi couvrir leurs dépenses, se retrouvant avec 80% de leur salaire, peinent à faire face à tous leurs frais. Certains indépendants qui n'ont pas immédiatement eu droit aux aides de la Confédération et du canton, comme les chauffeurs de taxi, qui ont des charges fixes mais dont les revenus ont chuté, sont aussi mal en point.

Ceux qui s'approvisionnaient en nourriture auprès du Tavolino Magico – qui redistribue aux personnes dans le besoin des denrées excédentaires de la grande distri-

bution mais qui a fermé son service pendant près d'un mois – ont perdu ce soutien, indique-t-elle. «Et qui faisait ses courses en Italie doit désormais les effectuer en Suisse et déboursier nettement plus.» La situation ne se résorbera pas de sitôt. «On s'attend à ce que le nombre de demandes reste élevé pour plusieurs mois», prévoit-elle, ajoutant qu'au-delà des difficultés économiques la détresse sociale est notable. «Surtout chez les personnes âgées, plus isolées.»

Des signes de surendettement

Chez Caritas, en quelques semaines, autant d'interventions ont été réalisées qu'en un an habituellement, indique Dante Balbo, responsable du service social de l'antenne tessinoise. «Parmi les plus vulnérables, on compte surtout des mères monoparentales, des personnes âgées, des familles nombreuses, des travailleurs indépendants ou qui effectuent des travaux précaires.» Dante Balbo affirme reconnaître en ce moment les signes avant-coureurs du surendettement. «S'endetter en soi n'est pas problématique. Ce qui est dangereux, c'est le surendettement, appelé à augmenter. Les petites entreprises qui peineront à se remettre de cette crise licencieront.»

Le Tessin, où le salaire médian est de quelque 1000 francs inférieur au reste du pays et où le taux

de chômage est supérieur, est fragile, admet-il, soulignant toutefois qu'«à peine 20 kilomètres au-delà de la frontière, on constate une pauvreté autrement plus troublante.»

La précarité risque néanmoins d'augmenter dans le canton. Des gens de la classe moyenne glisseront sous le seuil de pauvreté, considère Sergio Rossi, professeur d'économie politique à l'Université de Fribourg. Selon lui, la stratégie actuelle d'octroyer aux entreprises des crédits garantis par la Confédération sera inefficace. Et il juge le financement actuel des assurances sociales insoutenable sur le long terme.

Pour contrer la précarité, le Tessinois est partisan du revenu conditionnel de base (RIB), rejeté par le peuple en 2016. «L'idée fait son chemin ailleurs – Espagne, Etats-Unis... – et en Suisse aussi, elle refait surface», observe-t-il. Les Verts tessinois l'ont récemment contacté dans la perspective de la relancer au niveau cantonal. «Je propose d'utiliser une partie des bénéfices nets de la BNS et de les redistribuer directement aux citoyens.» Une autre façon de financer le RIB serait de prélever une micro-taxe sur les grands patrimoines, ou encore sur les paiements électroniques. Cette dernière suggestion fait d'ailleurs l'objet de l'initiative Micro-impôt sur le trafic des paiements sans espèces, dont la récolte de signatures a démarré fin mars. ■

Une fondation pour que les fruits de l'impôt musulman restent en Suisse

RELIGION Pour redonner du sens à une obligation dont s'acquittent chaque année les musulmans, la Fondation suisse pour la zakat veut encourager sa redistribution locale

GLENN RAY

Lancée au début du mois d'avril, une nouvelle organisation à but non lucratif veut favoriser une redistribution locale de la zakat, cet impôt dont doivent s'acquitter les musulmans. «Il s'agit de traduire ce qu'il y a dans le Coran pour l'adapter à notre époque, explique le président du Conseil de fondation et instigateur du projet, Saâd Dhif. La zakat doit être investie de manière conforme à la société dans laquelle on vit, tout en correspondant à des besoins locaux.» La Fondation suisse pour la zakat veut donc que les fruits de cet impôt traditionnel restent en territoire helvétique.

Troisième pilier de l'islam, la zakat est un versement obligatoire que tous les musulmans paient à la fin de l'année lunaire. Ce montant est calculé sur la base d'une fortune minimum, le nissâb, estimée à 3560 francs suisses en 2019. Régie par le Coran, la redistribution de la zakat concerne huit catégories de versement. Dans sa forme originelle, elle se destine à aider les

personnes qui rencontrent des difficultés financières, les sans-abri ou encore à favoriser des projets sociaux, le tout à une échelle locale.

Dans les faits, la zakat est principalement reversée à l'étranger, comme le rappelle Mallory Schnewly-Purdie, maître-assistante au Centre suisse islam et société (CSIS) de l'Université de Fribourg: «Les mosquées peuvent se proposer pour récolter cet argent auprès de leurs membres, avant de le reverser à une association humanitaire.»

Transparence

La majorité des musulmans de Suisse ne sont pourtant pas affiliés à une mosquée et, dans ce cas, c'est le don individuel qui prévaut. La chercheuse précise ainsi: «La zakat est souvent reversée à des fonds de solidarité pour les populations musulmanes en difficulté. En Palestine, au Liban ou en Syrie, par exemple.» Pour Saâd Dhif, c'est justement là que le bât blesse. «Avec le temps, la communauté musulmane ne savait plus vraiment que faire de la zakat, dit-il. Les gens se sont mis à envoyer cet argent à l'étranger, au détriment des besoins locaux.»

En proposant de collecter et de redistribuer cet impôt à un

niveau local, la Fondation suisse pour la zakat veut profiter de ce revenu régulier pour répondre aux besoins de la communauté musulmane de Suisse, tout en faisant preuve de transparence. A terme, cet argent servira au paiement du salaire de certains imams et du personnel encadrant des mosquées, mais aussi à faciliter l'intégration sociale des musulmans arrivant en Suisse. Saâd Dhif de préciser: «Ce n'est pas une question communautaire, c'est avant tout une question sociale. Nous souhaitons donner la possibilité à la communauté musulmane d'être une valeur ajoutée pour la société suisse.»

Titulaire d'un master en économie et employé du secteur bancaire, ce Fribourgeois d'origine poursuit: «Un citoyen droit dans ses bottes et un musulman qui comprend sa religion seront en mesure d'apporter leur pierre à l'édifice.» De par son aspect social, la fondation cherchera aussi à étendre cette aide au-delà de la communauté musulmane.

La fondation, en plus d'un site internet, a ouvert trois comptes sur Instagram, en français, en italien et en allemand. Son but est de toucher l'entier de la communauté musulmane de Suisse. ■